



Retraites : un seul chemin la lutte !

Pour donner des gages d'ouverture sociale, Bayrou a rouvert le dossier des retraites. **Après une expertise de la cour des comptes, rendu ce 19 février, un «conclave» va s'ouvrir, réunissant représentants patronaux et syndicaux, pour 3 mois maximum.**

Le cadre du conclave est contraint : faute d'accord alternatif, la réforme de 2023 et le passage à 64 ans, continuera à s'appliquer. **Les représentants patronaux (MEDEF ou CPME) ont déjà annoncé la couleur avec des positions fermes ou de nouvelles provocations** : refus clair de revenir sur l'âge de départ à 64 ans ou volonté d'aller plus loin, promotion de la retraite par capitalisation et même proposition de supprimer des jours fériés ! **Dans ces conditions et sans rapports de force, les travailleur·euses auront peu à y gagner...**

Le conclave ne doit pas aboutir à une aggravation des déficits. Pour mettre la pression, Bayrou nous avait encore chanté la chanson du déficit insoutenable des régimes de retraites, anticipant un trou de 55 milliards en 2030. Pas de bol, la cour des comptes le contredit et produit des estimations proches de celles du COR (Conseil d'orientation des retraites) : **un déficit actuel de 6 milliards qui évoluerait vers les 15 milliards en 2035. Faut-il s'en inquiéter ?**

Mettons en parallèle ce « déficit » avec d'autres chiffres : record de 98 milliards de dividendes remis aux actionnaires du CAC 40 en 2024; exonérations de cotisations sociales pour les entreprises coûtant chaque année environ 80 milliards, sans contreparties ni bénéficiaires sur l'emploi et les salaires; fraude sociale des employeurs (travail dissimulé...); explosion du patrimoine des ultra-riches.

De l'argent il y en a : le système par répartition n'est pas menacé ! Les politiques menées ont pour but de préserver les profits de la sphère actionnariale et patronale qui exploite notre travail et vit sous perfusion d'argent public. **La masse de richesse que nous produisons est largement suffisante, elle doit nous revenir !**

Dans l'immédiat nous continuons de revendiquer : **l'abrogation de la réforme 2023 et le retour sur les contre-réformes depuis 1993.** La retraite c'est 60 pour tous·tes et 55 ans pour les métiers pénibles !

Pour la CNT-Solidarité Ouvrière, syndicat révolutionnaire, **notre combat ne saurait s'arrêter à un peu plus de « justice sociale » dans le cadre du système actuel.** Mortifère pour la planète, basé sur l'exploitation du travail du plus grand nombre par une minorité, il n'y a pas de capitalisme à visage humain. **La répartition égalitaire des richesses et du travail ne pourra se faire que dans le cadre d'une rupture avec le capitalisme.** C'est à cette transformation sociale que nous œuvrons.

Alors dans l'immédiat qu'est-ce qu'on fait ? Il est indispensable de tirer les leçons de nos échecs précédents : on ne renversera pas la table avec des journées de mobilisations éparpillées ou en comptant sur la mobilisation de secteurs clefs isolés. **Seul un rapport de force global sur la durée apporterait des résultats.** A nous de nous organiser collectivement à la base, pour construire une nouvelle mobilisation pour les retraites à articuler avec les combats contre l'austérité, pour les salaires et contre les galères de la vie chère.

Travailleur·euse, pour mener ce combat : rejoins ton syndicat !



CNT-Solidarité Ouvrière

4 Rue de la Martinique, 75018 Paris



contact@cnt-so.org



09 87 53 87 56



cnt.so



cntso_fr



www.cnt-so.org